



**CGC-Finances Publiques**

**86/92 Allée de Bercy**

**Bâtiment Turgot**

**Télédoc 909**

**75572 PARIS CEDEX 12**

*Tél. : 01.53.18.01.73 ou 04.58*

*Sites : [www.cgc-dgfip.info](http://www.cgc-dgfip.info)*

*Adresses mail :*

[cgcdgfip.bn@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgcdgfip.bn@dgfip.finances.gouv.fr)

**CAP N1 du 7 octobre 2019**

**Déclaration liminaire de la CGC Finances Publique**

Monsieur le Président,

Nous nous retrouvons avec grand plaisir pour la **quatrième fois** cette année au sein de cette CAP N1 ; c'est un grand millésime. Vu le nombre de postes vacants et de départs en retraite annoncés, j'imagine que vous allez en organiser une au cours des prochaines semaines dans l'intérêt d'un bon fonctionnement des directions, particulièrement en cette période de transformation ; c'est aussi une question d'image de la maison. Si vous faisiez un effort, je pourrais peut-être y participer.

Monsieur le Président,

**Le Congrès de la CGC Finances publiques vient de se tenir à Chartres.** J'ai participé à une partie de ses travaux et à des débats parfois animés. Force est de constater que j'y ai perçu une réelle inquiétude au sein de l'encadrement, y compris supérieur ; dans quelques cas, je crois y avoir décelé un certain découragement.

Il est vrai que la mise en oeuvre du Nouveau Réseau de Proximité va provoquer une transformation profonde de la DGFIP. Certes, la logique du projet est désormais assez bien comprise jusque dans ses aspects budgétaires et numériques. Néanmoins, elle génère parmi l'encadrement, donc les membres du Corps, une forme de **perte de repère quant à leurs missions** et, par voie de conséquence, **leur avenir**. Cette situation est patente chez ceux de nos collègues qui exercent dans la sphère SPL, mais pas uniquement.

En juillet dernier, nous avons insisté sur les **difficultés inhérentes à la conduite de ce même projet NRP**. De fait, les responsables territoriaux pouvaient encore il y a peu mobiliser leurs équipes de cadres pour porter les réformes en interne comme auprès des usagers et partenaires. Aujourd'hui, au-delà des équipes de direction au sens étroit du terme, ces mêmes cadres ressentent un manque de soutien en provenance de la Direction Générale ; une minorité exprime même la perte de l'envie de croire et de faire (taux de grévistes parmi les cadres supérieurs en attente).

C'est peut-être le plus délicat à exprimer, Monsieur le Président. Les cadres supérieurs ont manifesté à Chartres une **certaine perte de confiance à l'égard de la Direction Générale**. A force d'accumuler les effets-tunnels et les retards, à force aussi de garder le plus grand secret, la Direction Générale a suscité chez les femmes et les hommes qui composent le réseau un fort sentiment d'éloignement et de manque de confiance. Ce ressenti s'est parfois accompagné d'une certaine distance à l'égard des Directeurs et des équipes de direction, contraintes elles aussi au silence.

Dans ce contexte, comment réunir, fédérer et entraîner vers un objectif commun et valorisant pour tous ? Il est encore temps d'agir. Me voulant optimiste, je crois voir des signes positifs. Je relèverai d'abord **une plus grande attention désormais apportée à la dimension humaine de cette transformation**. J'en veux pour illustration d'autres évolutions récentes :

# l'ouverture du Ministre relayée par le Directeur Général pour apporter les améliorations jugées nécessaires dans le cadre de la concertation ouverte qui a été menée tout l'été et au-delà ;

# la volonté de réduire le nombre de personnes contraintes de déménager par rapport aux avant-projets présentés initialement, ce que l'ouverture ci-dessus facilitera ;

# le souci de clarifier les règles RH applicables ;

# les premiers éléments apportés sur la transformation et le « recyclage » des indemnités de conseil (que la création de conseillers aux décideurs publics vidait de tout sens, comme l'ont fait remarquer spontanément nombres d'élus) ;

# l'abandon de ce qui était philosophiquement très déstabilisateur, à savoir le projet d'agences comptables – projet qui était interprété par beaucoup comme la remise en cause de la séparation de l'ordonnateur et du comptable public.

Monsieur le Président, vous qui dirigez le Service des Ressources humaines, nous vous faisons confiance, à vous et à vos équipes, pour contribuer à amplifier ce mouvement et faciliter l'adaptation de chacun à ce qui est un très grand projet. Bien sûr, la création d'une direction de projet va également dans le bon sens.

Au-delà de ce contexte délicat à gérer, je voudrais souligner un aspect déjà abordé lors de nos échanges au cours des précédentes réunions de cette CAP n°1. En effet, nous avons insisté auprès de vous sur le **besoin de visibilité des membres du Corps et sur l'urgence d'engager en réponse un vrai exercice GEPEEC**. A cette égard, le réseau a parfois le sentiment que la Direction Générale met en œuvre une forme de GEPEEC sans qu'elle ait été redéfinie au préalable. Ou alors il s'agirait d'un plan caché.... Au demeurant, l'impact du NRP est tel qu'il va falloir d'urgence en apprécier l'ampleur et reposer les bases de l'exercice.

**Se montrer alarmiste n'est pas dans l'ADN de la CGC Finances Publiques, organisation qui prône le dialogue, l'objectivité et la transparence, mais c'est bien au nom des ces valeurs que, Monsieur le Président, je souhaite attirer votre attention sur les trop nombreuses incertitudes, sinon inquiétudes, présentes à l'esprit des membres du corps, ainsi que sur les conséquences pour notre Direction.**

Merci pour votre attention